



Territorialisation de l'école, maltraitance des élèves et des personnels, conditions de réouverture insoutenables... ça suffit !

La pseudo-rentrée du 11 mai révèle et confirme l'imposture du gouvernement et du ministre.

Il est clair que ceux-ci utilisent la crise sanitaire pour dérèglementer les missions des enseignants et territorialiser l'école publique. Les mairies sont sommées de prendre en charge les conditions de la reprise, de décider des horaires, des fonctionnements des écoles, au mépris du statut et des conditions de travail des enseignants.

Blanquer utilise la crise pour casser nos droits et changer nos missions

Les obligations de service, les missions d'enseignement, le groupe classe seraient ainsi remis en cause dans des dispositifs temporaires dont le ministre indique déjà qu'ils seraient « l'école de demain ».

Pour le SNUDI-FO, c'est inacceptable ! Les enseignants veulent le respect de leurs missions : ils veulent enseigner ! Les enseignants sont des fonctionnaires d'Etat : ils veulent le rester !

Partout en France, les enseignants et AESH s'organisent, avec le SNUDI FO, pour leurs droits, pour protéger leur santé et celle de leurs élèves, pour que l'école reste l'école et ne devienne pas une garderie !

Protocole sanitaire inacceptable ! Les personnels résistent !

Le protocole sanitaire ministériel est inapplicable et le gouvernement refuse de fournir le matériel de protection adapté :

- les masques très peu protecteurs préconisés par le gouvernement, ne sont pas là ou en nombre et qualité insuffisants. Malgré nos demandes, aucun masque FFP2 ... les seuls qui protègent réellement !
- les dépistages systématiques demandés par le CHSCT ministériel ne sont pas mis en place. C'est pourtant cette politique de tests systématiques préconisée par l'OMS qui a fait ses preuves dans certains pays.

Le ministre doit retirer d'urgence son protocole et donner aux écoles, maintenant, les moyens de fonctionner en toute sécurité : avec les tests, avec les masques FFP2, il serait possible pour chaque enseignant de faire classe et d'assurer ses missions dans le respect des garanties statutaires.

Blanquer veut faire de l'école une garderie aux conditions d'accueil insupportables

Au lieu de cela, le ministre et le gouvernement créent le chaos dans les écoles, placent les personnels, en particulier les directeurs, sous pression et mettent les enfants en situation de maltraitance. Les personnels, pendant les vacances, les weekends et les jours fériés, n'ont pas compté leurs heures pour trouver des solutions et garantir la meilleure sécurité pour tous. Ils sont à bout.

Mais ce n'est pas une rentrée scolaire : c'est l'ouverture envers et contre tout d'une garderie aux conditions d'accueil insupportables.

Le ministre communique ce qu'il veut pour justifier sa politique. La réalité c'est que beaucoup d'écoles n'ont pas pu reprendre ou fonctionner, beaucoup d'enfants sont restés à la maison, les parents ne veulent pas de cette "école".

Enseignants et AESH résistent avec le syndicat pour ne pas être exposés au risque et utilisent tous les moyens nécessaires pour assurer leur sécurité, en remplissant notamment les registres CHSCT. Le SNUDI-FO s'applique à défendre tous ces personnels pour obtenir gain de cause.

Le SNUDI-FO alerte tous les collègues, tous les parents d'élèves : sous prétexte de protocole sanitaire, on voudrait transformer les enseignants au mieux en animateurs municipaux, au pire en surveillants d'une école devenue une garderie aux règles sanitaires insupportables.

Le SNUDI-FO ne l'accepte pas. Les enseignants ne veulent pas parquer les enfants dans des cercles ou des carrés, leur interdire de se rejoindre ou se toucher. Ils ne veulent ni maltraiter, ni traumatiser les élèves.

Le SNUDI FO appelle les personnels à se réunir et résister !

Dans cette situation, le SNUDI-FO appelle les personnels à se réunir et discuter de la situation créée par le ministre. Le SNUDI-FO appelle les personnels à refuser les injonctions contraires à notre statut. Au vu de la situation dans les écoles, le SNUDI-FO, qui soutient l'ensemble des personnels, comprend parfaitement que des collègues refusent de participer et cautionner ce dispositif ministériel.

Le SNUDI-FO décide de s'adresser au ministère et propose aux autres organisations syndicales de s'exprimer en commun en ce sens.

Le SNUDI-FO rappelle que la FNEC FP-FO a déposé un préavis de grève pour couvrir toutes les initiatives.

Montreuil, le 14 mai 2020